Quatrième année - N° 8 Edition A B C' — LE NUMÉRO : 15 CENTIMES — Mercredi 9 Janvier 1918

PRIX DES ABONNEMENTS :
3 mois (janvier, février, mars) . 11 fr. 25.
1 mois (janvier) . . . . . 3 fr. 75.
Les demandes d'abonnement sont reçues exclusivement par les bureaux et les facteurs des postes.
Les réclamations concernant les abonnements doivent être adressées exclusivement aux bureaux de poste.

LE TÉLÉGRAPHE

QUOTIDIEN LIÉGEOIS D'INFORMATION

Rédaction et Administration :
RUE de la CATHEDRALE, 37, LIEGE
BUREAUX OUVERTS DE 8 à 6 H.

TARIF DE PUBLICITE :
Nécrologie, la ligne . . . . . fr. 3.00
Extraits prescrits par la loi . . . fr. 1.50

Communiqués

ALLEMANDS

Berlin, le 7. — Nouveaux succès sous-marins dans la zone barrée autour de l'Angleterre: 20.000 tonnes brut. La plupart des navires ont été coulés à la côte occidentale de la France, le reste dans la zone barrée autour de l'Angleterre. A la suite d'une attaque habile, deux grands vapeurs lourdement chargés ont été coulés hors du même convoi. Parmi les navires coulés, on a pu constater le vapeur anglais « Nyanza » (6595 t.), en route vers l'Angleterre avec pleine cargaison.

Berlin, le 7. — Officieux. — Par suite de la défense ennemie, il n'est pas toujours possible aux sous-marins d'identifier après l'attaque, le nom, le lieu de destination et le chargement du navire atteint. Cette impossibilité se manifeste le plus souvent lors du torpillage de navires faisant partie de convois. Mais notre but principal est de détruire le plus possible de tonnage. Lloyd George même a dit: « Des navires signifient des canons, des navires signifient du pain, des navires sont la victoire. » Dans cet ordre d'idées, nos sous-marins ont coulé du 1er février au 30 novembre 1917, en tout 8.256.000 tonnes. Cette efficacité a, d'après le « Daily Telegraph » du 4, du être reconnue par le contrôleur des vivres anglais Sir A. Trapp dans un discours prononcé devant des membres de la bourse aux céréales. Entre temps, le gouvernement anglais a ordonné que tout navire destiné à l'Angleterre, quel que soit sa cargaison, remplisse de vivres tous les endroits inoccupés même les cabines de passagers inutilisées.

Berlin, le 7, (soir). — La recrudescence du tir dans la boucle à l'est d'Ypres continue. Rien de nouveau aux autres théâtres de la guerre.

Berlin, le 8. — Théâtre de la guerre occidental. — Groupe d'armées du prince Rupprecht de Bavière : Quelques secteurs en Flandres et au sud-ouest de Cambrai ont été soumis temporairement à un tir violent. Au crépuscule, une compagnie anglaise a attaqué à l'est de Bullecourt. Elle a été repoussée.

Groupe d'armées du duc Albert de Wurtemberg : En Sundgau, de violents combats d'artillerie se sont développés le soir. Ils se sont ravivés ce matin après une nuit calme.

Théâtre de la guerre oriental. — Rien de nouveau.

Front macédonien. — Entre les lacs Ochrida et Prespa, dans la boucle de la Czerna ainsi que entre le Vardar et le lac Doiran, l'activité de l'artillerie a été vive. Des chasseurs allemands ont ramené un certain nombre de prisonniers français à la suite d'une reconnaissance effectuée dans les tranchées, à l'ouest du lac Prespa, occupées jadis par les Russes.

Front italien. — L'ennemi a dirigé pendant toute la journée, de violents bombardements contre le Monte Azzolone et le secteur du Piave, au nord de Vidor. Le tir est également resté intense pendant la nuit.

AUTRICHIEN

Vienne, le 7. — Théâtre de la guerre oriental. — Armistice.

Théâtre de la guerre italien. — Pas d'événement particulier.

TURC

Constantinople, le 4. — Sur le front en Palestine, canonnade un peu plus violente contre notre front établi entre la côte et le chemin de fer. Près d'El Bire, nous avons repoussé des attaques de patrouilles ennemies contre notre position. Près d'Asfule, des attaques aériennes ennemies sont restées sans résultat. Pour le reste, rien d'important à signaler.

BULGARE

Sofia, le 5. — Sur le front en Macédoine, sur la Czervena Stena et sur la route Bitolia-Ressen, canonnade plus violente. Sur la rive droite du Vardar, un détachement ennemi, qui tentait d'atteindre nos obstacles, a été mis en fuite par notre feu. Sur le reste du front, faible canonnade.

Sur le front de la Dobroudscha, armistice.

FRANCAIS

Paris, le 7, à 15 h. — En Champagne, activité des deux artilleries dans la région du mont Haut. Sur la rive gauche de la Meuse, nous avons repoussé un coup de main ennemi sur nos tranchées, au nord de la cote 304. Sur la rive droite, la lutte d'artillerie a pris, au cours de la nuit, une vive intensité dans les régions Bezonvaux-les Chambrettes. Dans les secteurs au nord de St-Mihiel une de nos patrouilles a ramené des prisonniers. Rien à signaler sur le reste du front.

Aviation. — Dans la journée du 5, quatre avions ennemis ont été abattus par nos pilotes et un de par le tir de nos canons spéciaux.

Paris, le 7, à 23 h. — Les deux artilleries se sont montrées actives au cours de la journée au nord de St-Quentin et en Haute-Alsace dans la région au nord du canal du Rhône au Rhin.

ANGLAIS

Londres, le 6. — Hier soir, nos troupes ont attaqué avec succès et ont repris la Sappe que l'ennemi avait occupé avant midi à l'est de Bullecourt. Pendant la nuit, il ne s'est rien passé de particulier à part quelques actions de patrouilles ennemies dans le secteur de Lens.

ITALIEN

Rome, le 6. — Sur tout le front, feu de destruction habituel des artilleries ennemies, vive activité réciproque des aviateurs dans des vols de reconnaissance. Nous avons aisément repoussé des tentatives de patrouilles ennemies entre la Brenta et le Piave. Au Piave inférieur entre Fossalta et la Mer, violents combats d'artillerie intermittents et violent feu de mitrailleuses et de fusils.

On mande du Hâvre : Le gouvernement belge fait savoir que lors du tremblement de terre au Guatémala, aucun Belge n'a été tué ni blessé, mais que l'hôtel de la légation belge a été complètement détruit.

L'INCIDENT DE BREST-LITOWSK

L'ATTITUDE DES PARTIS POLITIQUES ALLEMANDS

Concernant l'attitude des partis du Reichstag au sujet des négociations de Brest-Litowsk, le « Berliner Tag blatt » écrit : En présence de l'imminence de la reprise des négociations de Brest-Litowsk et vu le refus du gouvernement de prendre attitude au sujet du transfert du siège des négociations demandé par les Russes, la décision à adopter par les partis, à la suite de la déclaration gouvernementale au Reich tag, a été quelque peu différée. Les partis ne sont, en effet, dans ces conditions, pas en mesure de prendre position d'une manière positive en ce qui regarde les questions en suspens. La fraction socialiste a demandé que le Reichstag fasse une nouvelle déclaration formelle qu'il soutient le point de vue exprimé dans la proposition de paix. Mais les autres partis, et notamment la droite et les libéraux-nationaux, ne paraissent pas disposés à faire cette déclaration nouvelle. Cependant, une proposition de donner quelque satisfaction aux Russes relativement au siège des négociations a été faite. D'après celle-ci, les négociations pourraient être conduites tantôt à Brest-Litowsk, tantôt à Minsk, cette dernière localité étant située derrière les lignes russes.

A LA COMMISSION CENTRALE DU REICHSTAG LES QUESTIONS ECONOMIQUES

Lundi dernier à la commission centrale, un membre du gouvernement a donné lecture d'un mémoire intéressant les négociations économiques qui ont eu lieu à Brest-Litowsk. Selon ce mémoire, les questions économiques n'y ont pas fait l'objet d'une discussion en détail. On a constaté seulement qu'il n'existait aucune velléité de guerre économique d'après-guerre, entre la Russie et l'Allemagne. En Russie, on n'est que médiocrement satisfait de l'ancien traité de commerce avec l'Allemagne, qu'on estime préjudiciable, d'autant plus qu'il fut signé sous la pression des circonstances résultées de la guerre russo-japonaise. De l'avis du gouvernement allemand, la Russie n'avait cependant pas fait une mauvaise affaire. Les statistiques des deux pays, n'étant pas conçues sur le même plan, ne peuvent être comparées avec fruit.

Jusqu'à ce jour, on n'a pas encore réussi à déterminer les Russes à renouveler l'ancien traité de commerce. Par contre, leurs plénipotentiaires se sont déclarés prêts à entamer des pourparlers au sujet d'un nouvel accord commercial.

UN TELEGRAMME DES ALLEMANDS AUX RUSSES

Brest-Litowsk, le 7. — Les présidents des délégations de la Quadruplice ont expédié hier soir le télégramme suivant, rédigé en allemand : A la délégation russe, aux bons soins de son président, M. Joffe, à Petrograd : « Dans la réponse qu'elles ont faite aux propositions des délégués russes, les délégations de la Quadruplice avaient, le 25 décembre 1917, établi certaines conditions essentielles auxquelles elles subordonnaient la conclusion d'une paix générale immédiate. Voulant éviter de se lier par un engagement unilatéral, elles avaient expressément spécifié que les conditions essentielles ne vaudraient que si toutes les puissances actuellement belligérantes s'obligeaient dans un délai raisonnable à observer strictement sans restriction ni réserve, les conditions engageant toutes les nations de la même manière. Avec le consentement des quatre délégations coalisées, la délégation russe avait alors fixé un délai de dix jours endéans lequel les autres belligérants, mis au courant des conditions essentielles d'une paix immédiate ainsi dressées à Brest-Litowsk, devraient dire si elles adhéraient ou non aux négociations. Les délégations des puissances coalisées constatent que le délai de dix jours est échu le 4 janvier 1918 et que l'adhésion d'aucun des autres belligérants aux négociations de paix ne leur est parvenue. »

Les présidents des délégations. (Signat.)

ARRIVEE DES PLENIPOTENTIAIRES RUSSES

Brest-Litowsk, le 7. — Ce matin, les plénipotentiaires russes, dont Trotzki, sont arrivés en cette ville.

LA DELEGATION UKRANIENNE

Berlin, le 7. — La délégation ukranienne n'a pas encore transmis le document relatif à l'indépendance de l'Ukraine. Il le sera probablement aujourd'hui. Les plénipotentiaires ukraniens attachent une grande importance à ce que leur position, dans les pourparlers, soit absolument indépendante de celle des délégués russes.

LE DELEGUE TURC

Brest-Litowsk, le 7. — Le grand vizir Talaat Pacha est arrivé à Brest-Litowsk pour représenter la Turquie comme premier délégué aux pourparlers de paix.

COMMENTAIRE ALLEMAND

La « Gazette de l'Allemagne du Nord » écrit :

« L'incident de Brest-Litowsk, qui commençait à prendre dans les journaux de samedi matin des formes en partie absurdes et grotesques, a été ramené à sa juste portée par les déclarations brèves mais précises faites à la Commission principale du Reichstag, sur l'ordre du chancelier de l'Empire, par le baron Conrad von dem Bussche, sous-secrétaire d'Etat.

Les négociations ne sont pas rompues; elles n'ont pas même été suspendues temporairement. Voici ce qu'il y a:

Quelques desiderata des Russes, formulés contrairement à toutes les formes et à tous les usages, ont été promptement repoussés par nos délégués et seront sans doute discutés maintenant selon l'ordre habituel des choses, mais avec le même résultat final.

Ce qui adviendra ensuite échappe à toute prévision. Il aurait donc une fois de plus mieux valu ne pas provoquer une tempête dans un verre d'eau et ne pas affubler les événements de la sorte; il aurait fallu se rappeler que des négociations de paix après une guerre de trois ans et demi ne peuvent pas se dérouler sous la forme d'un bavardage d'un five o'clock et que ce premier incident sera suivi de maints autres. A en croire certains journaux, la journée de vendredi aurait été, à la suite de la déclaration du chancelier, le grand jour d'épuration politique; ce jour-là, aurait été donné le coup de bistouri qui aurait rendu la santé à notre politique et ramené nos négociateurs de paix dans la bonne voie. Il ne peut naturellement être question de tout cela. Nos délégués sont partis de Berlin investis de la confiance dont ils s'étaient entourés pendant l'intervalle de Noël. Ils ont été et ils sont disposés à continuer pendant l'année nouvelle dans la voie qui les a conduits déjà en décembre à des résultats positifs et à atteindre le but si c'est possible.

Ce n'est pas nous qui avons été cause de l'arrêt des négociations, mais les délégués russes. S'il y a eu un changement de direction, c'est dans l'autre parti qu'il faut le chercher, le gouvernement bolchéviste ayant cédé à l'inspiration du moment ou à une pression quelconque. Peut-être les Russes ont-ils cru, en proie à une idée fixe, qu'ils feraient triompher leur idéologie, peut-être aussi sont-ils tombés dans le piège des Puissances occidentales. Ce qui ferait admettre la première hypothèse, ce serait surtout qu'ils se sont montrés tout de suite disposés à venir à Brest-Litowsk au cas où une opposition formelle réduirait à néant leurs espérances. Mais il ne faut pas non plus perdre de vue la seconde hypothèse, l'Angleterre ayant voulu faire flèche de tout bois pour détruire les prémices de la paix. La rupture n'aurait été funeste que pour la Russie, dont la seconde révolution aurait subi le sort de la première.

Nous pouvons en toute tranquillité laisser les choses suivre leur cours. Nos armées sont à leur poste et l'on a pu se rendre compte dans les derniers mois que notre politique suivait son cours normal. Si nous disons aujourd'hui au gouvernement russe: « Jusqu'ici et pas plus loin! » si nous lui faisons comprendre que nous avons, nous aussi, un programme minimum, nous ne cédons pas à un désir de puissance, nous ne faisons que nous montrer conscients que, dans ces négociations, nous ne sommes pas les plus faibles et prêts à dire « Amen » à tout. Nous ne pouvons oublier en ce moment, ainsi que le disait le chancelier, la place que nous assure notre puissance. Mais nous ne nous targuons pas de nos succès et de cette puissance; nous affirmons à nouveau notre loyalisme et sommes prêts à le prouver aux Russes maintenant encore et quand ils le voudront, et nous nous appuyons sur notre bon droit qui nous permet d'attendre en toute quiétude de savoir si les Russes resteront calmes ou se laisseront entraîner à la dérive.

Nous négocierons loyalement, comme nous l'avons fait jusqu'ici si les bolchevistes reviennent aux réalités qui doivent conduire à la paix. Si, au contraire, le gouvernement russe s'avise de chercher un appui auprès des Puissances occidentales qui ne visent que notre anéantissement, nous avons confiance dans notre force. »

Dans le Gouvernement belge

Communication officielle

Le Hâvre, le 7. — Le Moniteur belge publie les modifications suivantes: M. Hymans, député de Bruxelles, prend aux affaires étrangères la place du Baron de Broqueville qui devient ministre de la Restauration Nationale et s'occupera tout particulièrement de la création du ravitaillement des provinces en Belgique occupée. Son département sera augmenté d'un secrétariat général et d'un bureau de ravitaillement. Y seront ratachés, le comité de guerre et les relations avec l'étranger, le comité des affaires économiques ainsi qu'un comité législatif et administratif qui s'occupera en particulier des réfugiés. Les décisions de ces comités seront exécutées par le secrétariat général.

M. De Jace, professeur à l'Université de Liége sera le chef du secrétariat en question; M. Poulet, tout en conservant le portefeuille des Sciences et des Arts, devient en outre ministre des affaires économiques en remplacement de M. Paul Hymans; M. Emile Brunet, député socialiste de Charleroi, est nommé ministre sans portefeuille. M. Georges Lorand, député de Virton est nommé ministre d'Etat.

Bjornson se sentait le cerveau vide quand il n'avait pas les poches remplies de semences, qu'il jetait en se promenant.

Byron était incapable d'aligner un vers s'il ne pouvait, d'un geste machinal, torturer le premier bouton de son habit.

Daudet ne travaillait bien que lorsqu'il était affamé. Il était malheureux sans lorgnon ; aussi le tenait-il sur le nez, même en dormant.

Balfour ne prononçait jamais un discours parlementaire sans caresser dans son gousset une patte de taupe. Un jour, il l'oublia, s'embrouilla dans son speech, posa la question de confiance et fit tomber le Cabinet.

La patte de taupe s'était transformée en peluche d'orange !

Allocution de M. Lloyd George aux Trades-Unions

Amsterdam, le 7. — Daprès Reuter, M. Lloyd George avait invité avant-hier les délégués des trades-unions à se réunir chez lui pour entendre une allocution sur les buts de guerre, dans laquelle il a notamment déclaré :

« Nous sommes arrivés à l'heure critique de cette bataille redoutable et avant qu'un gouvernement puisse décider des conditions sous lesquelles il doit mettre fin à la lutte ou bien la poursuivre, il faut qu'il sache si elles ont pour elles, la conscience nationale.

M. Lloyd George déclare ensuite avoir délibéré sur les buts de guerre avec les chefs ouvriers, avec MM. Asquith et Grey et certains représentants des grands dominions d'outre-mer. En conséquence, le résultat de ces discussions peut être considéré, non seulement comme l'unique opinion du gouvernement, mais comme celle de la nation et de l'empire tout entier.

L'orateur déclare : « Nous ne faisons pas de guerre offensive au peuple allemand qui a été convaincu par ses chefs qu'il mène une guerre défensive contre une coalition de peuples cupides acharnés à détruire l'Allemagne. Le peuple anglais n'a jamais eu l'intention de séparer les unes des autres les races allemandes ni de morceler l'état et le pays allemand.

L'Allemagne occupe une position éminente dans le monde. Nous n'avons ni le désir ni l'intention de compromettre ou de détruire cette position, à l'avenir, mais nous voulons enlever à l'Allemagne ses espérances et ses projets de domination militaire afin qu'elle consacre toutes ses forces aux grands problèmes qui intéressent la généralité du monde. De même, nous ne combattons pas pour abattre l'Autriche-Hongrie ou pour ravir à la Turquie, sa capitale ou nous approprier les riches et fameuses colonies d'Asie-Mineure et de Thrace où la race turque prédomine. Nous ne sommes pas non plus partis en guerre, uniquement pour ramener ou détruire la constitution de l'empire d'Allemagne. Sur ce point, c'est au peuple allemand à décider ».

M. Lloyd George aborde ensuite l'examen des déclarations, faites le 25 décembre 1917, par le comte Czernin, au nom de l'Autriche-Hongrie et de ses alliés : « Elle est malheureusement imprécise, dit-il; Rien que des paroles sonores sur la formule : pas d'annexions, ni d'indemnités sinon le droit de libre disposition sera chose vaine.

Avant que des négociations quelconques puissent être nouées, il faudra que les puissances centrales se rendent compte des faits essentiels de la situation.

Les premières exigences que le gouvernement britannique et ses alliés ont toujours mises au premier plan sont la restauration complète de la Belgique et une indemnité appropriée pour la reconstruction de ses villes et provinces ravagées. Ce n'est pas là exiger une indemnité de guerre telle que l'Allemagne en imposa une à la France en 1871. Ce n'est pas non plus une tentative de faire supporter par un des belligérants les frais des opérations de guerre qui incombent à un autre belligérant. C'est simplement persister à vouloir, qu'avant de nourrir un espoir quelconque en une paix durable, cette grande violation du droit public européen, soit parée et autant que possible réparée. Réparation est synonyme de reconnaissance. Aussi longtemps que le droit international n'exigera pas le dédommagement pour les dégâts causés à l'encontre de ce droit, il restera un vain mot.

Vient ensuite la restauration de la Serbie, du Monténégro ainsi que des régions occupées en France, en Italie et en Roumanie et le retrait complet des armées ennemies. La réparation des injustices et la condition fondamentale d'une paix durable. Nous voulons rester, jusqu'à la fin, aux côtés de la démocratie française et la seconder dans son désir de réparation (reconsidération) de la grande injustice de 1871, alors que, sans égard pour la volonté de la population de deux provinces françaises, celles-ci ont été arrachées à la France et incorporées dans l'Empire d'Allemagne, un demi siècle durant et, aussi longtemps qu'on ne l'aura pas réparée, la situation ne pourra redevenir normale. Il n'existe pas d'exemple plus frappant de la sotte malignité avec laquelle on exploite un succès militaire passager pour violenter le droit national.

Je n'essayerai pas d'aborder la question des territoires russes, occupés actuellement par les Allemands. La politique russe a, depuis la révolution, passé par tant de phases et ce, d'une façon si rapide, qu'il est difficile de parler, sans réserver son jugement, de ce que sera la situation lorsque seront prononcées les conditions définitives de la paix européenne. La Russie a accepté la guerre, avec toutes ses horreurs par ce que, conformément à ses traditions, elle voulait protéger les nationalités faibles de sa race et soutenir la Serbie lors de l'attentat qui fut perpétré contre son indépendance. Tel fut le sacrifice honorable qui détermina, non seulement la Russie, mais aussi la France, à entrer en guerre.

La France, fidèle aux stipulations du traité qui la liait à la Russie, entra dans la lutte, aux côtés de son alliée, pour une cause qui n'était pas sienne.

Son respect chevaleresque des traités amena l'invasion préméditée de la Belgique et les engagements qu'avaient la Grande-Bretagne envers ce petit pays nous forcèrent à déclarer la guerre.

La Russie est engagée maintenant, sans communication avec les pays qu'elle a attirés, dans la guerre, dans des pourparlers séparés avec l'ennemi commun. Je n'exprime aucun reproche, je constate les faits, purement et simplement. Quiconque connaît la Prusse et ses intentions vis-à-vis de la Russie, ne doutera pas un seul instant de ses aspirations. Quelles que soient les phrases qu'elle emploie pour circonvenir la Russie, il n'est aucunement dans ses intentions de rendre une seule des villes et provinces qu'elle occupe. Sous l'un ou l'autre nom — peu importe — ces provinces russes seraient en réalité partie, à l'avenir, d'un empire prussien et le reste du peuple russe, séduit par des paroles trompeuses ou effrayé par la menace de continuer la guerre, serait poussé dans un état d'esclavage politique et économique vis-à-vis de l'Allemagne. Nous tous, regrettons cette éventualité. La démocratie anglaise veut soutenir, jusqu'à l'extrême, les démocraties de la France, de l'Italie et de tous nos Alliés. Nous serons fiers de combattre jusqu'au bout, côte-à-côte avec la jeune démocratie russe. L'Amérique est animée de la même intention, ainsi que la France et l'Italie; mais, si les dirigeants actuels de la Russie veulent agir indépendamment de leurs Alliés, nous ne possédons aucun moyen d'intervenir pour empêcher la catastrophe qui sombrera indubitablement leur pays. Nous estimons néanmoins qu'une Pologne indépendante, englobant tous les vrais éléments polonais qui désirent en faire partie, est une nécessité pressante pour l'équilibre en Europe orientale. De même, et quoique nous partagions l'avis de M. Wilson selon lequel le démembrement de l'Autriche-Hongrie ne fait pas partie de nos buts de guerre, je crois que si un self-government, basé sur des principes réellement démocratiques, n'est pas accordé à ces nations austro-hongroises qui l'ont si longtemps désiré, on ne pourra espérer supprimer dans cette partie de l'Europe les facteurs qui ont, pendant si longtemps menacé la paix générale. Pour les mêmes raisons nous considérons comme nécessaire de satisfaire les prétentions naturelles des Italiens à leur réunion au peuple de mêmes race et langue.

Ensuite, nous avons l'intention d'insister pour que les sujets de race et de langue roumaines voient se réaliser leurs aspirations justifiées.

Nous croyons que les mêmes principes doivent prévaloir en dehors de l'Europe également.

Si nous ne voulons en aucune façon compromettre l'existence de l'empire turc dans la patrie de la race ottomane, avec Constantinople comme capitale, à notre avis l'Arabie, l'Arménie, la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine peuvent à bon droit réclamer une reconnaissance de leurs conditions nationales si les désirs unissant la Mer Noire et la Méditerranée viennent à être internationalisés. Point n'est besoin de discuter ici la forme qu'adopterait cette reconnaissance, dans chaque cas particulier, mais on peut néanmoins déclarer qu'il serait impossible de restituer les régions précitées à leur souveraineté antérieure.

On a beaucoup commenté les accords que nous avons passé avec nos alliés sur ces questions ainsi que sur d'autres. Je ne puis dire que lorsque les circonstances nouvelles, (telles le bouleversement russe et les négociations séparées), viennent modifier les conditions sous lesquelles furent conclus ces accords, nous avons toujours été disposés à discuter ceux-ci en commun avec nos alliés.

En ce qui concerne les colonies allemandes, j'ai déclaré à maintes reprises qu'elles seraient tenues à la disposition de la conférence de paix dont la décision doit prendre tout d'abord en considération les desiderata et intérêts des aborigènes de ces colonies. Aucun de ces territoires n'est habité par des étrangers, de sorte qu'il faudra surtout veiller à ce que, dans tous les cas, les indigènes soient soumis à une administration acceptable pour eux; la tâche principale de cette administration sera d'empêcher qu'ils ne soient exploités par les capitalistes européens. La déclaration allemande selon laquelle les indigènes des colonies allemandes auraient, par leur fidélité militaire, pendant la guerre, manifesté leur volonté de rester Allemands, en toutes circonstances, ne peut s'appliquer généralement aux colonies allemandes, mais à une seule d'entre elles et, dans ce cas, les autorités allemandes ne se sont pas assuré l'appui de toute la population indigène, qui ressent une profonde répulsion pour les Allemands, mais bien d'une caste belliqueuse restreinte, parmi laquelle ils ont choisi leurs soldats ou askaris.

Enfin, il faudra qu'on répare les dommages causés en violation du droit international. La conférence de la paix ne peut oublier nos marins et les services qu'ils ont rendus à la cause commune de la liberté, ni les actes criminels dont ils ont eu à souffrir. Le monde va souffrir d'une disette des matières premières qui ira crescendo aussi longtemps que durera la guerre et il est inévitable que tels pays qui dominent le marché des matériaux de première nécessité se servent d'abord eux et leurs amis. Aussi longtemps que subsistera la possibilité d'un conflit entre les peuples, c'est-à-dire aussi longtemps que des hommes et des femmes seront dominés par les passions et l'ambition et que la guerre reste le seul moyen d'aplanir les différends, toutes les nations vivront dans l'obligation, non seulement d'entrer en guerre de temps à autre, mais encore d'être toujours prêtes pour son éventuel déchaînement.

Pour ces raisons et d'autres, analogues, nous sommes convaincus qu'une grande tentative doit être faite pour amener la création d'un organisme international lequel contrebalancera l'importance de la guerre, en tant que moyen d'aplanir les querelles internationales.

Lorsqu'on nous demande pourquoi nous combattons, nous pouvons dire que c'est pour une paix durable et équitable, et nous estimons qu'avant de pouvoir espérer une pareille paix, il faut au préalable que les conditions suivantes se trouvent remplies : primo, il faut établir l'inviolabilité des traités; secundo, assurer le dénouement des questions territoriales sur la base du droit de libre disposition ou avec l'approbation des peuples administrés; enfin, nous devons nous efforcer d'instituer un organisme international, de limiter la charge des armements et de diminuer les probabilités de guerre.

Dans ces conditions, l'Empire Britannique accepterait volontiers la paix et, pour réaliser ces conditions, ses peuples sont prêts à faire de plus grands sacrifices encore qu'ils n'ont faits jusqu'à présent.

DERNIÈRE HEURE

AUTRICHE

OPINION DE PRESSE AUTRICHIENNE

Vienne, le 8. — Commentant les buts de guerre de Lloyd George, la « Wiener Allgemeene Zeitung » écrit: En réalité depuis trois ans, l'Angleterre a appris ses défaites, mais il est pénible de constater que l'Angleterre n'a pas encore appris assez. La paix que Lloyd George préconise, n'est pas la paix d'entente dans laquelle l'Europe a placé ses espérances et dont l'aurore commence à pointer à l'est. C'est une paix de vainqueur. Lloyd George oublie où se trouvent nos armées et où se trouvent les armées anglo-françaises. Il oublie qu'il n'est pas loisible de penser à une paix du genre de celle qu'il propose. On peut avoir la certitude que l'Angleterre devra encore une fois reviser ses buts de guerre avant de prendre place à la table des pourparlers.

ANGLETERRE

DECLARATION DE MAC-DONALD

Londres, le 7. — Reuter. — Dans un discours prononcé à Rutherglen, près de Glasgow, Ramsay Mac Donald a déclaré: C'est mentir que de prétendre que le parti des ouvriers indépendants s'est employé à affaiblir le pays. Nous ne voulons pas que la guerre se termine par une paix boiteuse. Nous ne voulons pas d'une paix qui écarte les prétextes de guerre. Celle-ci doit prendre fin par la hardiesse, la bonne volonté et l'énergie. Dans cette guerre, on ne peut obtenir la victoire sur les champs de bataille. La victoire ne viendra qu'en écartant toutes les causes de guerre. Le discours de Lloyd George montre qu'il est conscient de sa lourde et énorme responsabilité en qualité de premier ministre.

RUSSIE

DEPART D'AMBASSADEURS

Stockholm, le 7. — D'après la « Naschi wjak », l'ambassadeur anglais à Petrograd quittera la capitale aujourd'hui. De même les officiers et membres de la mission militaire anglaise en Russie quitteront le pays. L'ambassadeur français suivra dans quelques jours. Il séjournera d'abord à Stockholm avec Buchanan.

UNE NOTE DE TROTZKI

Berlin, le 8. — Le « Berliner Lokal Anzeiger » mande de Francfort-sur-Mein: Le « Baseler Neueste Korrespondenz » annonce que le bruit circule que, Trotzki aurait remis jeudi une note à la Porte, proposant que des pourparlers soient engagés sur le retrait des troupes russes qui se trouvent en Perse, à condition que cet exemple soit également imité par la Turquie.

AMERIQUE

DANS LE MONDE DIPLOMATIQUE

Rotterdam, le 7. — D'après le « Nieuwe Rotterdamsche Courant », le « Daily Telegraph » annonce que lord Reading a été nommé ambassadeur anglais à Washington. D'après une autre information, le département d'état américain confirme officiellement cette nomination. Le gouvernement anglais aurait l'intention de nommer également Lord Reading en qualité High-Commissioner afin de le charger non seulement de la direction de la représentation des Etats-Unis mais encore afin de le placer à la tête de la commission de guerre actuellement dirigée par Northcliffe.

L'IMPRESSION EN ALLEMAGNE

L'officieuse « Gazette de Cologne » résume les commentaires que lui inspirent ce discours dans l'éditorial suivant :

« La peur rend loquace! L'éventualité d'une paix entre la Russie et les centraux avant que l'Angleterre n'ait eu le temps d'engranger le blé de la guerre, a déliés la langue de M. Lloyd George et le détermine à énoncer un programme de paix au moyen duquel il espère écarter le mal qui menace.

Comme il voit, en pensée, un auditoire composé de Russes, il n'a pas à parler cette fois de criminels et bandits prussiens qu'il voulait encore exterminer tout récemment. Non, cette fois son discours ruisselle de mansuétude pour le grand peuple allemand et son empire qu'on n'a jamais voulu détruire et toutes les réformes politiques qu'on désire, ne doivent pas — à Dieu ne plaise — servir les intérêts anglais mais bien les buts élevés de l'humanité et la réparation d'injustices subies. Un renard perd ses poils... et un Anglais n'abandonne pas le vol et les rapines au nom de la liberté et de la justice. Si les buts de guerre se réalisaient, l'Allemagne serait ramenée à sa position de 1914, moins l'Alsace-Lorraine et les colonies; par contre, elle serait amicalement taxée d'une énorme indemnité de guerre et pourvue à son flanc est d'un royaume de Pologne dangereux; et outre, elle serait à la merci de l'Entente pour l'obtention de ses matières premières.

L'Autriche-Hongrie perdrait le Tyrol méridional et Trieste serait en outre, à l'intérieur, un amalgame affaibli de peu

LE GARNET D'UN LIEGEOIS.

Si, n'ayant pas l'habitude d'aller chercher votre pain vous-même, il vous arrive, par aventure, d'être astreint à cette corvée, et que vous arriviez au magasin à la première heure du matin, ou au commencement de l'après-midi, vous ne laisserez pas d'être surpris de l'importance de la foule qui s'écrase dans le porche et souvent reflue jusqu'au delà du trottoir.

Déjà énervé, vous vous adressez à la première venue de vos voisines :

— Croyez-vous qu'il faudra que j'attende longtemps ?

— Cela dépend, vous répondra-t-elle. Si vous voulez avoir du pain Ixe, (il doit venir dans une demi-heure), vous devez faire la file avec nous. Mais si cela vous est égal d'en avoir un autre, vous pouvez passer et vous faire servir immédiatement.

Vous ne pourrez vous défendre d'un mouvement d'impatience.

— Eh ! que m'importe à moi d'avoir du pain Ixe plutôt que du pain Ygrec ou du pain Zède. Un pain, c'est un pain, que diantre, et j'imagine qu'il n'y a pas moins de son dans les uns que dans les autres !

Vous passerez donc, et vous vous ferez servir. Et ce n'est que lorsque, rentré chez vous, vous aurez entamé votre boule de son, et que vous aurez pu faire la comparaison avec le pain que vous avez mangé la veille, que vous vous direz que vous avez agi comme un étourdi et que les gens qui attendaient patiemment le pain Ixe agissaient sagement.

Il y a comme cela, en effet, sur les huit à dix boulangers qui désservent chacun de nos magasins de pains, deux fournisseurs, trois tout au plus, dont les produits rencontrent, et non sans raisons, la faveur de la majorité du public. Leur pain est mieux cuit, de plus belle apparence, plus savoureux et plus digestible que celui des autres fournisseurs. C'est à croire positivement, que ce pain a été pétri avec de la meilleure farine.

La conclusion de tout ceci, c'est qu'un liégeois sur cinq, en moyenne, mange du pain convenable !!

Franchement ! Est-ce admissible ?

Tous les boulangers qui travaillent pour le compte du Comité local reçoivent la même espèce de farine. Ils doivent, avec une quantité donnée de celle-ci, fabriquer un nombre égal de pains. De plus, ils reçoivent, chacun, pour leur travail, une rétribution équivalente.

Comment se fait-il, dès lors que le boulanger Igrec et le boulanger Zède fournissent un pain détestable, cependant que le pain du boulanger Ixe, fabriqué dans des conditions absolument identique, est excellent ?

Il y a là un petit mystère qui intéresse passionnément tous nos concitoyens, et dont nous serions très heureux d'avoir la clé.

On vous dira que la différence de l'outillage est la cause de tout le mal.

Le consommateur n'a pas à se préoccuper de semblables détails.

A l'heure actuelle, le pain est la nourriture à peu près exclusive de la majeure partie de la population.

Le moins que nous puissions exiger, me semble-t-il, c'est que ce pain soit le même pour tous.

Que l'on prenne toutes les mesures qui s'imposent. Mais que l'on fasse cesser au plus tôt un abus qui n'a que trop duré.

On n'assisterait plus alors, chaque matin, chaque après-midi, au spectacle lamentable de gens qui se poussent, qui s'écrasent, qui se querellent, pour avoir un pain meilleur que celui de leurs voisins.

PHÉDON.

---

tats animés d'aspirations divergentes, avec des voisins rapaces à sa frontière sud. La Turquie serait réduite à un agrégat impuissant, dans l'intérieur de l'Asie-Mineure. Et M. Lloyd George n'appelle pas tout cela de la destruction ! Non, ce ne serait qu'une nouvelle ordonnance du monde de la liberté et de la justice. Nécessairement l'Angleterre extrairait de ces buts de guerre une grande partie des colonies allemandes ainsi que la domination effective sur la Mésopotamie et la Palestine ; la France régirait dans les autres colonies et en Syrie et l'Italie recevrait des lambeaux de l'Autriche. Mais M. Lloyd George n'appelle pas ça des conquêtes ! Non, ce n'est encore une fois que la réorganisation du monde d'après les principes de liberté et d'équité. Peut-il exister de pire hypocrisie ?

Oui, à notre avis, et cette hypocrisie réside dans le fait que celui qui parle a et aura le dessous, grâce à nos armes et que le monde ne sera pas, selon nous, remanié par des phrases creuses et hypocrites de Tartufes, mais bien d'après le principe, qui régit les hommes depuis que le monde est monde ; savoir : le principe de la force. C'est par la force que l'Angleterre a pu constituer, grâce au vol, son empire mondial ; que l'Amérique a enlevé Cuba à l'Espagne et que la France détacha autrefois l'Alsace-Lorraine de l'empire d'Allemagne. C'est par la force que nous nous avons repris, il y a un demi-siècle, ce qui nous appartenait et que nous imposerons aujourd'hui ce qui nous est une nécessité pour notre existence et notre sécurité.

Nous savons aussi bien que quiconque que la force ne peut être violentée mais qu'elle reconnaît aussi le droit d'autrui et ce n'est surtout pas à un Anglais à nous l'apprendre.

Les Russes savent également que nous ne leur faisons pas une guerre de rapines et que nous ne voulons qu'une solution qui agence harmoniquement, et dans des rapports amicaux de bons voisinages, les peuples de races étrangères, entre les deux grands états. Il va de soi que l'on doit prendre en considération le fait que les Puissances Centrales ont eu le dessus dans le combat défensif livré à l'impérialisme russe ; en outre cas, le ressentiment futur manquerait d'une base sérieuse et naturelle. Si maintenant les Puissances de l'Ouest veulent reconnaître, de la même façon, la puissance respective des deux partis et conclure la paix avec nous, elles pourront avoir cette paix dès demain. Mais l'Allemagne ne peut discuter sur pas telle que nous l'offre, aujourd'hui, M. Lloyd George.

La nouvelle République finlandaise

La Souveraineté de la Finlande vient d'être reconnue par la Suède et l'Allemagne, à laquelle les Finlandais se sont directement adressés, sans passer par l'intermédiaire du gouvernement bolchéviste ; enfin voici que « Le Matin » de Paris, annonce que la France fera, elle aussi, acte de reconnaissance. Quant à l'Angleterre son attitude est encore incertaine dans cette question, à en croire le manifeste adressé le 28 décembre par les socialistes finlandais à leurs camarades russes.

Nous rapportions, hier, que la nouvelle a causé une grande joie dans la presse suédoise, qui salue avec allégresse la séparation de l'ex-grand-duché de Finlande d'avec le colosse du nord. Cette allégresse est aisément compréhensible si l'on se remémore que la Finlande, suédoise au XIVe siècle et plus tard autonome, quoique toujours de cœur avec sa voisine d'outre-Tornéa, fut définitivement annexée à la Russie par Alexandre 1er, après la paix de Fredrikshamn. Pendant les guerres sans cesse renouvelées entre Suédois et Russes, vers la fin du Moyen-âge, la Finlande prit toujours parti pour la Suède. Quoi d'étonnant donc que l'amitié traditionnelle séculaire des deux voisins, à peine assoupie depuis 1809, se réveille aujourd'hui, si vive encore malgré les efforts tentés jadis par le parti national finnonane et ses éminents représentants, les Topelius, les Lönnrot, les Snellman, etc., qui aspiraient à donner au pays des lacs et des toundras son caractère vraiment national, au détriment de l'influence suédoise. Celle-ci resta néanmoins prépondérante jusque vers 1830, date où Elias Lönnrot publia les poèmes épiques et lyriques du Kalevala et de la Kantelétar, ouvrant ainsi l'ère de la vraie littérature nationale et d'un admirable développement intellectuel.

Pourvu initialement d'un self-government, le grand-duché traverse une période de calme relatif sous Alexandre II et Alexandre III. L'orage éclate avec l'avènement de Nicolas II. Le Sanglant a coup sur coup il lance au pays le dictateur Bobrikoff, son homme de confiance, qui, supprimant le contrôle du Sénat sur les affaires dites d'empire, ses ordonnances de 1900 imposant le russe comme langue administrative et enfin la dictature du triumvirat Bobrikof-Kouropatkine-Plehve dont le premier tombera, en juin 1904, sous les coups d'Eugène Schauman.

Telle fut la situation malheureuse du grand-duché jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise, après laquelle le tzar, effrayé de la réaction populaire, lui rendra l'exercice de ses droits constitutionnels.

La révolution de mars dernier, en chassant le tzar, réveilla dans le peuple finlandais les vieilles aspirations d'indépendance. Le gouvernement des cadets, cependant, ne voulut pas reconnaître le mouvement ; quant au bloc des démocrates, il tâcha de réserver sa décision jusqu'à la réunion de la Constituante. Vint la seconde révolution de novembre dernier qui permit la réalisation de l'objectif capital de la démocratie finnoise : l'autonomie, que les ouvriers réclamant par principe démocratique, les partis bourgeois, pour des raisons nationalistes.

Le gouvernement léniniste, qui a inscrit à son programme l'application intégrale du principe des nationalités, n'a pu s'opposer à ce que se réalise le vœu séculaire des Finnois. Et de fait, Trotzki et Lénine leur ont déjà donné leur approbation et promis de plaider leur cause devant le conseil des commissaires du peuple. La Finlande vient de reconquérir son indépendance. C'est le premier pas dans la voie nouvelle qu'a ouverte l'ère de liberté qu'amènera fatalement la guerre.

D'autres suivront bientôt. Demain peut-être l'Ukraine fera-t-elle reconnaître aussi son indépendance par toute l'Europe ? Le vent souffle à la liberté.

LES ÉVÉNEMENTS EN RUSSIE

RÉPONSE A LA NOTE DE L'UKRAINE

Les gouvernements des Puissances Centrales ont envoyé au gouvernement ukrainien la réponse télégraphique suivante à la note rédigée par le secrétariat général :

« La note adressée par le secrétariat général de la République démocratique de l'Ukraine à tous les peuples neutres et belligérants prouve qu'il est absolument nécessaire que les représentants de la République démocratique de l'Ukraine prennent part aux négociations de paix de Brest-Litowsk. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie estiment nécessaire de déclarer qu'ils sont disposés à saluer à Brest-Litowsk les représentants de la République démocratique de l'Ukraine et à admettre leur participation aux négociations de paix. En même temps, ces Puissances font remarquer qu'elles auraient également salué les délégués ukrainiens lors des négociations au sujet de l'armistice.

(S.) von Kühlmann, Czernin, Popof et Nessim. »

L'ENTENTE RECONNAIT L'UKRAINE

Genève, le 7. — Le « Matin » annonce que l'Entente a reconnu la république de l'Ukraine.

ENTRE MAXIMALISTES et UKRANIENS

La frontière suisse, le 7. — D'après Havas, les journaux de Petrograd annoncent que l'armistice, conclu entre les troupes maximalistes et celles de l'Ukraine, a expiré samedi soir. Les combats ont repris de plus belles, surtout dans la région de Bachmatch (gouvernement de Tchernigow).

LES REPRESENTANTS DE L'ENTENTE

Kieff, 31 (retardé). — Bureau de la presse ukranien en Suisse. — Les représentants de l'Entente, les généraux Baster (Angleterre) Saverni (France) Romeli (Italie) Tagajanagui (Japon) Coanda (Roumanie) Riquel (Belgique) et le colonel Leontkiewitsch (Serbie) ont quitté Mohileff, siège de l'état-major maximaliste et sont arrivés à Kieff. A la gare, ils ont été reçus par la garde d'honneur ukrainienne. Le représentant de l'armée américaine qui a également quitté Mohileff, est parti vers Petrograd.

LES RELATIONS AVEC LA ROUMANIE

Berne, le 7. — Havas annonce : D'après la « Nowaja Schisn », les relations entre la Roumanie et le comité des commissaires du peuple sont extrêmement tendues depuis l'arrestation de l'agent maximaliste Rocial et depuis les mesures prises par les autorités roumaines contre la révolution. Si la Roumanie n'acquiesce pas aux exigences russes, Lénine prendra des mesures très énergiques.

LE NOUVEAU PLENIPOTENTIAIRE A GENEVE

Petrograd, le 7. — L'A. T. P. annonce au nom du comité des ouvriers et soldats et des délégués des paysans : Le citoyen Karpinsky est nommé provisoirement plénipotentiaire du commissariat des affaires étrangères à Genève. Ordre est donné à tous les fonctionnaires de l'ambassade et de la mission militaire, à tous les fonctionnaires d'administration de la République russe qui se trouvent actuellement en service en Suisse, de remettre au citoyen Karpinsky, à la première réquisition de celui-ci, les affaires courantes, mémoires et les sommes d'argent mises à leur disposition par l'administration du trésor de la République russe. Toute résistance aux ordres de Karpinsky dans le sens ci-dessus est considéré comme un crime contre l'Etat.

Un même arrêté nomme Litwinow délégué diplomatique à Londres.

A l'Extérieur

ALLEMAGNE

CHEZ LE CHANCELIER

Berlin, le 7. — Le Chancelier a reçu samedi, dit le « Berliner Lokal Anzeiger », une série de chefs de fractions à qui il a déclaré qu'il était en état de faire un tableau tout à fait rassurant de notre situation militaire et politique actuelle. De même une série de questions relatives à des personnalités ont été discutées d'une façon telle que tout motif d'inquiétude peut être considéré comme disparu.

LES DELEGUES POLONAIS

Berlin, le 7. — De la « Gazette de l'Allemagne du Nord » : Les régents du royaume de Pologne seront reçus par le chancelier de l'Empire. Pendant leur séjour à Berlin, ils discuteront en détail avec les hauts fonctionnaires allemands toutes les questions qui restent à résoudre.

FRANCE

DANS L'ARMEE AMERICAINE

Paris, le 6. — Des modifications ont été apportées dans le commandement de l'armée expéditionnaire américaine. Les généraux Sebert Mann et Blatchford ont été relevés de leur commandement et assumeront des postes militaires dans le pays.

L'AFFAIRE BOLO

Après enquête, Bolo Pacha a été accusé de commerce avec l'ennemi, crime puni de la peine de mort. Les débats commenceront probablement au début de février.

AUTRICHE-HONGRIE

VOYAGE DE L'EMPEREUR

Vienne, le 7. — L'empereur Charles partira incessamment pour Stamboul où il visitera le Sultan.

LE PAPIER POUR JOURNAUX

Budapest, le 7. — La pénurie de papier pour les journaux locaux est telle qu'ils annoncent ne plus pouvoir garantir leur parution au-delà de 24 heures.

ANGLETERRE

ARRIVER DE M. ALBERT THOMAS

Berne, le 6. — D'après le « Matin », Albert Thomas est arrivé à Londres pour s'entendre avec la commission du parti ouvrier au sujet de la convocation d'une conférence des socialistes de l'Entente ou d'un congrès socialiste international.

AMERIQUE

CHEZ LES OUVRIERS DES CHEMINS DE FER

Washington, le 7. — Reuter. — Le sous secrétaire d'Etat Mac Adoo, en qualité de directeur général des chemins de fer, a conclu un accord avec quatre associations d'ouvriers de chemins de fer. Aux termes de cet accord, il est stipulé que les différends qui pourraient surgir pendant le temps où le gouvernement exercera le contrôle sur les chemins de fer, devront être tranchés par une commission d'enquête.

MEXIQUE

UNE PROTESTATION

Berne, le 7. — Le « Temps » informe de Washington : Le gouvernement mexicain a protesté auprès du département d'état, à Washington, contre le séjour de troupes américaines en territoire mexicain. Un parti de cavalerie des Etats-Unis, à la poursuite de brigands, aurait, paraît-il foulé le sol mexicain pendant plusieurs heures.

GUATEMALA

NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

Washington, le 7. — Selon des nouvelles parvenues au ministère des affaires étrangères, un nouveau tremblement de terre a ravagé la ville de Guatémala. Un télégramme de San José augmente de 300 le nombre des victimes. Les bâtiments restés debout ont été détruits.

SUR MER

Copenhague, le 7. — Le ministère de la marine norvégien annonce que la flotte marchande de la Norvège a perdu, pendant l'année 1917, par les torpillages et les mines, 434 navires d'une jauge globale de 627.000 tonnes.

Les Théâtres

Gaité

MM. Briers et Detulle ont décidé des matinées tous les jeudis à 3 heures, à partir du 10 courant. La magnifique pièce " L'Obstacle ", passera après le succès actuel " Le Fils naturel ". Mme et M. Verlez-Lefèvre pourront, dans " l'Obstacle ", déployer tout leur beau talent.

Une disparition mystérieuse à Couthuin

La commune de Couthuin et les localités environnantes sont sous le coup d'une profonde émotion, à la suite de la disparition de M. Pierre Warnier, secrétaire-gérant de la Coopérative Union et Progrès, conseiller provincial pour le canton de Héron, l'un des militants socialistes des plus actifs de la région.

Nous aurions pu parler plus tôt de cette disparition ; nous avons préféré attendre le résultat des recherches faites par la famille ainsi que par l'entourage et les amis de M. Warnier. Ces recherches n'ayant point abouti et le Parquet ayant été avisé, nous pensons pouvoir rompre le silence sur cette disparition. Voici dans quelles circonstances celle-ci s'est produite.

Selon son habitude, M. Warnier s'était rendu, mercredi dernier, à Huy pour faire divers achats et effectuer des paiements pour le compte de la Coopérative qu'il dirigeait. Il passa une bonne partie de la matinée à la Maison du Peuple, comme chaque semaine du reste. A la soirée, ses besognes terminées, il quitta ses amis pour rentrer chez lui et, en cours de route, il s'arrêta dans un café à Wanse. Il était 8 heures quand il sortit de ce café et se dirigea vers un chemin conduisant à un autre situé le long de la Meuse. Depuis lors, on ne l'a plus revu.

Qu'est-il devenu ? On l'ignore. Trompé par l'obscurité, a-t-il été victime d'un accident et est-il tombé dans la Meuse ? Ou bien a-t-il été assailli par des malfaiteurs qui, après l'avoir assassiné, auront fait disparaître son cadavre ? C'est un mystère qu'on va tâcher d'élucider.

Comme nous le disons plus haut, le Parquet a été prévenu et se livre à des recherches minutieuses.

M. Warnier est âgé de 45 ans, marié et père de deux enfants. Il est très populaire et très estimé dans la région, où on le surnomme Pierrot. Ex premier suppléant sur une liste d'alliance libérale-socialiste, il devait remplacer, en qualité de conseiller provincial, M. Ernest Lousnaye, président du Conseil provincial, décédé il y a près d'un an.

C. T.

Echos et Nouvelles

Œuvre des Artistes

L'Heure de Musique consacrée, ce mercredi à 3 1/2 h., à l'Hôtel de l'Europe (grande salle) par l'Œuvre des Artistes, aux œuvres de notre concitoyen, M. Fern. David, comprend un programme des plus fournis que feront valoir une pléiade des excellents artistes : Mlle Adrienne Godelet, MM. Em. Méan, Dablin, Julien Plusquin, Marcel Perrin, sans oublier l'auteur lui-même.

On y entendra une Marche Triomphale, une Gavotte dans le style ancien, une partie d'un trio pour violon, violoncelle et piano, des mélodies, des morceaux pour violon, notamment une brillante Valse Tzigane, de quoi enfin contenter tout le monde.

Et après cette audition, l'exposition Josten, complétée par l'arrivée des meilleurs envois du jeune peintre, dont les œuvres soulèvent beaucoup de discussions, pourra être visitée.

Le ticket pour l'Heure de Musique est d'un franc, au profit des familles d'artistes nécessiteuses.

BULLETIN DU JOUR

Les pourparlers de paix qui s'étaient engagés à Brest-Litowsk entre l'Allemagne et la Russie sont donc actuellement suspendus.

A l'intention de nos lecteurs, et pour leur permettre de suivre avec plus de facilité la marche des événements, nous avons jugé intéressant de les résumer en quelques lignes et en même temps de rappeler le point de vue auquel se sont placé les Puissances Centrales et les délégués du gouvernement maximaliste.

Les négociations de Brest-Litowsk ont été interrompues pour deux raisons dont l'une, le transfert des pourparlers à Stockholm, apparaît à première vue comme d'ordre plutôt secondaire et fut peu propre, en somme, à faire échouer le débat ouvert entre deux partis animés d'intentions loyales de s'entendre. La seconde est beaucoup plus importante : il s'agit du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Comme toujours, lorsqu'il s'agit de réaliser pratiquement les grands principes d'une théorie généreuse et équitable, les difficultés surgissent en masse. Les Russes exigent que les populations de la Pologne, de la Courlande, de la Lithuanie puissent exprimer librement leur volonté politique par la voie du référendum. Les Allemands répondent que ces populations ont déjà manifesté cette volonté par des actes d'une portée politique vis-à-vis de l'Allemagne.

Non — répond le gouvernement maximaliste — aussi longtemps que l'état de siège et la censure ne seront pas supprimés dans les territoires occupés et que les populations émigrées à la suite des événements n'auront pas voix au chapitre, la volonté des populations ne pourra s'exprimer en toute liberté, sans influence ni contrainte.

Telle est le point sur lequel les plénipotentiaires russes et centraux n'ont pu encore se mettre d'accord à ce jour. Les premiers rentrèrent à Petrograd et il ne reste pour discuter, à Brest-Litowsk, que des délégués de l'Ukraine revêtus de pleins pouvoirs. Ils y poursuivent avec les plénipotentiaires centraux des négociations qui n'intéressent évidemment que leur gouvernement.

Qu'arrivera-t-il ? Telle est la question que posait il y a quelques jours à la Commission centrale du Reichstag le conservateur comte Westarp qui, au nom de son parti et des pangermanistes, protesta contre la rétitération à Brest-Litowsk, de l'offre de paix, qu'il tenu même d'acte de faiblesse. De son côté, le comte d'Hertling a affirmé qu'on n'a pas perdu tout espoir de renouer les relations interrompues. Dans tous les cas, la lecture de journaux allemands permet de constater l'existence, dans la politique allemande, de deux partis qui chaque jour, prennent corps avec une netteté plus grande : Le premier est celui des irréductibles, qui veulent que l'Allemagne retire les avantages militaires acquis pour réclamer toutes les garanties chères au cœur des réalpoliticiens, ceux qui considèrent l'avenir matériel et économique de l'Allemagne comme d'une importance telle qu'elle peut suffire à nécessiter la continuation de la guerre avec la Russie, même dans les circonstances actuelles.

L'autre parti, s'orientant sur les décisions de la majorité parlementaire, est celui des concessions, des accommodements, du minimum de garanties. A sa tête agit von Kuhlmann.

La presse française qui avant la rupture des relations engagées à Brest-Litowsk, suivait avec scepticisme les pourparlers, semble aujourd'hui plus renfermée que jamais. Elle s'abstient généralement de tout commentaire. Plusieurs organes parisiens semblent même craindre que les relations pourraient très bien se renouer bientôt.

C'est ainsi que *Le Press* de Paris écrit que les dernières nouvelles prouvent que les négociations de paix ont subi le flux d'une crise mais qu'il ne faut pas en conclure à un échec des négociations.

CAUSERIES ET CONFÉRENCES

SEANCES GENRE FRANKLIN

M. Thomas, professeur à l'Athénée : Fidèl

Un titre paroît à celui qu'avait choisi M. Thomas pour sa conférence est de ceux qui peuvent prêter à des développements à perte de vue. Parler de Fidèl, c'est faire en quelque sorte l'histoire des arts et des belles lettres, c'est analyser la conception de la beauté propre à chacun des grands artistes et des grands écrivains. Dans le développement de son sujet, M. Thomas a su se garder soigneusement des théories métaphysiques ; afin de permettre à son auditoire de se rendre familier Fidèl propre à chacune des différentes écoles poétiques qui ont successivement dominé l'histoire de la littérature française au XIXe siècle, il a donné la parole aux poètes eux-mêmes. Avec une diction sûre et un bel accent de conviction, voire même, lorsqu'il lui arriva de s'échauffer graduellement, avec de réels mouvements de lyrisme, il nous lut ou nous commenta des poèmes choisis avec beaucoup de discernement dans l'œuvre des meilleurs poètes de la dernière moitié du siècle passé. Tour à tour, ce furent la "Chanson de Marie des Anges", de Richepin l'admirable "Saut du Tremplin" de Bauville (un des plus beaux poèmes idéalistes de l'époque, à notre sens), "Le Cygne" d'une beauté si hautaine et si pure, de Mallarmé, "Les Paysans" et "Le Passeur d'Eau" de Verhaeren. L'orateur nous fit encore une analyse rapide de "L'Oiseau Bleu" de Maeterlinck et de "Chantecler" de Rostand, pour lequel il semble avoir une prédilection toute particulière. Et dans une péroraison d'un fort beau mouvement et qui fut fort applaudie, M. Thomas glorifia le culte de l'idéal, qui doit malgré tout rester vivace en nous. Nous devons, comme le passeur d'eau qu'évoque Verhaeren, malgré toutes les déconvenues de l'existence, poursuivre notre route, "le roseau vert entre les doigts".

La partie musicale était très réussie avec M. Jacques Simon, violoniste, qui fit preuve d'un sentiment profond dans l'Allegro du "Concerto en ré mineur" de Mendelssohn et le final du 2d Concerto de Wieniawsky ; avec M. Hella, ténor, dont l'organe frais et souple fit merveille dans un air de "Freischütz" et dans "Qu'il est loin, mon pays" de "Sapho" ; avec Mlle Suzanne Gilissen, dont la voix charmante et aisée et la diction parfaite fit valoir d'une façon ravissante les airs de "Galathée" et de "Paul et Virginie", et qui obtint un succès considérable, amplement mérité du reste, dans son interprétation avec M. Hella du duo de "Carmen".

D.

Chronique locale

AUX CHANTEURS LIEGEOIS. — Le Comité organisateur du Concert Dupuis, nous prie de publier l'appel ci-dessous :

Le 23 décembre dernier, la population liégeoise a eu l'heureuse fortune d'entendre et d'applaudir les œuvres musicales du maître Albert Dupuis ; c'est à juste titre qu'elle peut s'enorgueillir de compter dans son sein ce compositeur wallon dont les œuvres nous révèlent la griffe d'un artiste de race.

Verviers n'est ému depuis longtemps du talent du musicien et un appel fait dernièrement par un comité organisateur a pu grouper un cadre de chœurs de deux cents chanteurs (dames et messieurs), dans le but de monter une œuvre récente du maître « La chanson d'Halewyn ». Nous avons pensé que Liége, la cité des musiciens et des chanteurs devait mettre en œuvre et son cœur et son âme pour exprimer ses encouragements et sa reconnaissance envers l'artiste.

Les artistes sont les soldats de l'art, la grande patrie unifiée ; les artistes forment une classe qui en ce moment est sans contredit une des plus éprouvées. Nous devons beaucoup aux artistes, d'abord par les jouissances intellectuelles qu'ils nous procurent, ensuite par leur concours désintéressé et précieux qui de tout temps a toujours été acquis aux œuvres de bienfaisance.

Aujourd'hui, si vous le voulez, il nous est donné l'occasion d'offrir à Albert Dupuis, le bonheur de conduire une de ses œuvres à Liége, c'est la chanson d'Halewyn, l'œuvre que Verviers prépare.

Pour cela le comité organisateur doit compter sur votre concours et vous demande de vibrer tous à l'unisson dans un même élan fraternel à seule fin d'assurer à l'œuvre et à son auteur l'éclatant succès qu'ils méritent et récompenser ainsi le maître des durs labeurs qu'il s'est imposés.

Nous espérons pouvoir donner ce grand concert avec accompagnement d'orchestre le dimanche 3 mars 1918.

Dames et Messieurs peuvent se faire inscrire aux adresses ci-dessous :

Mlle Tonneleur, place St-Michel ; M. J. Quitin, directeur de l'Académie de musique, salle des Comtes de Méan, rue Mont Saint-Martin ; M. Collin, locataire principal de la salle des Comtes de Méan ; M. L. Habermann, rue du Pot-d'Or, 18 ou rue de Campine, 129.

LES CHUTES. — Mme Victoire D., 68 ans, demeurant rue Rouchouse, a fait une chute place Ernest de Bavière et s'est occasionnée une fracture de la cuisse. M. le Dr Steenebruggen a ordonné son transfert à l'hôpital des Anglais.

— M. R., demeurant à Colonster, a glissé sur le sol recouvert de neige et a fait une chute, place des Franchises, qui lui occasionna une luxation du pied gauche.

Z.

LES FAUX BILLETS. — La police a verbalisé à charge d'inconnu du chef de fabrication et d'émission de faux billets de 5 marks et de 2 marks, portant respectivement les numéros 5718664 M. et 21292538. Ces billets sont dépourvus du filigrane.

T.

TROUVE MORT. — M. Eustache B..., demeurant rue Natalis, a été trouvé mort dans son lit. M. le Dr Cambresier a attribué le décès à une affection cardiaque.

T.

VOLS. — Un jeune homme accompagné d'une femme loua une chambre garnie chez M. M..., rue Souverain-Pont. Après leur départ, M. M... constata que les visiteurs avaient pris la fuite en emportant une couverture en laine, deux draps de lit, quatre taies d'oreiller, un essuie-mains et une nappe.

— La police a verbalisé à charge de Arthur W..., rue des Vignes, du chef de tentative de vol ; de Joseph P... et Rosa N..., tous deux demeurant rue Roture, du chef de vol au préjudice de MM. D... et C..., rue Beauregard.

— On a volé un mouchoir en laine appartenant à Lucie B..., rue Pierreuse ; un pardessus au préjudice d'Antoine L..., de Jemeppe ; du linge appartenant à l'épouse B..., rue du Vieux Mayeur ; des légumes au préjudice de M. M... du Thier à Liége, et des provisions chez M. D... rue des Vennes.

T.

EN PROVINCE

HERVE. — Dans la nuit de dimanche on s'est introduit dans le nouveau bâtiment des Hospices et on y a enlevé 100 gros pains, ainsi que toutes les tartines préparées pour le déjeuner des hospitalières et du personnel de l'établissement. On a relevé des traces d'un vélocipède graissé par un chien, et on a retrouvé huit pains dans un panier abandonné en cours de route.

— Chez Mlle Lacrosse, négociante, rue Leclercq, on a dérobé une montre et du tabac.

— Chez M. Spirlet, cultivateur à Gumé (Battice) on a dérobé un veau et un pot de beurre.

F. B.

ANTHEIT. — Dimanche 13 janvier, à 2 heures, au local de la Coopérative La Résistance Ouvrière, grande matinée de bienfaisance au profit d'œuvres de la commune. Au programme : " Les Nuits Rustes ", pièce réaliste en 3 actes de M. Roska. Orchestre complet sous la direction de M. L. Riga. Prix des places : 1re 1 fr. 25 ; secondes 1 fr. 00.

HUY. — La police est parvenue à découvrir la femme qui s'était rendue coupable de vols de literies au préjudice de plusieurs habitants de notre ville. C'est une nommée Elisabeth N..., épouse Mathieu G..., de Lives-Namur. Elle a été confrontée avec le personnel des hôtels où elle avait volé. Elle a fini par avouer et a été écrouée.

— Demain jeudi, à 6 heures, salle de l'Essor, conférence par M. F. Lemaire, secrétaire industriel et publiciste à Liége. Sujet : " Un problème du demain.

— De toutes parts, les doléances se font jour au sujet de la rareté et du prix exhorbitant du lait. A Huy et dans les environs, la situation est identique et peut-être même pire. Les producteurs, pour la plupart, se montrent d'une exigence réellement scandaleuse. Evidemment il y a des exceptions louables et nous avons eu, à diverses reprises, l'occasion de les signaler dans nos colonnes.

Mais, pour quelques rares exceptions, combien ne voyons-nous pas de laitiers refuser brutalement du lait nécessaire à des malades, en bien en exiger un prix tellement élevé que d'aucuns se voient forcés d'y renoncer !

Il en est même qui, chaque matin, doivent faire des trajets considérables — corvées douloureusement pénibles en ces temps rigoureux — pour obtenir le peu de lait destiné à leurs enfants ou à leurs malades, car certains producteurs ne se dérangent plus pour apporter leur lait en ville, ils estiment pouvoir être plus exigeants en restant chez eux.

S. R.

Le relai

Enfin, cette fois, le dégel est survenu. Personne ne s'en plaindra, les pauvres moins que tout autre.

Dimanche, au cours de la journée, après une nuit de gelée très forte, la température changea peu à peu et, à la soirée, la pluie vint à tomber. Depuis lors elle ne cesse de tomber, faisant disparaître la neige et la glace et transformant nos rues en véritables bourbiers.

C. T.

RAVITAILLEMENT

JEMEPPE

En vue de l'organisation, au Bois-de-Mont, d'un bureau de distribution de pains, qui fonctionnera deux fois par semaine, les habitants des rues des Champs, Champs-des-Oiseaux, du Bois-de-Mont, Péroune, des Cottages et Haketa, désireux de se ravitailler en pains sont priés de se faire inscrire tous les jours de cette semaine au local du Cercle, rue Arnold de Lexhy (1er étage) de 8 h. à 12 h. et de 2 à 4 h. de relevée, munis de cartes du service National et des rations supplémentaires de 70 et 100 gr.

V. D.

ANGLEUR

Les enfants et les malades peuvent retirer les tickets pour la ration de sucre supplémentaire. Les vieillards en seront avertis en temps opportun.

L. B.

LES ŒUVRES

ŒUVRE DES ENFANTS MARTYRS.

Le cercle dramatique « L'Union artistique » nous a remis pour l'Œuvre des Enfants Martyrs, une somme de 11 fr. 16 produit d'une collecte faite au Concert organisé le 30 décembre au Théâtre moderne, rue des Wallons, 45, à Liége.

Nécrologie

Les personnes qui, par oubli, n'auraient pas reçu de lettre de faire-part du décès de

Monsieur Jean-Pierre NICOLAS

ENTREPRENEUR

décédé à Huy le 28 décembre dernier, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

Les obsèques, suivies de l'inhumation dans le caveau de la famille, ont été célébrées le lundi 31 décembre, à 10 heures, en l'église Collégiale de Huy.

502

Un service pour le repos de l'

Madame Clémentine-Joseph FRANCHIMONT, veuve de M. Ernest PHILIPPART, décédée le 6 janvier, à l'âge de 63 ans.

Les obsèques suivies de l'inhumation dans le caveau de la famille, auront lieu le jeudi 10 janvier, à 11 heures, en l'église St-Remacle.

Réunion à la maison mortuaire, rue Grétry 147, à 10 1/2 heures.

Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

L 34778.

Monsieur Louis DOMANSKI

Ingénieur A. I. Lg.,

décédé dans sa 80me année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus grande intimité. L34790

M. Guillaume-Joseph LAMBERT

Les obsèques ont eu lieu le 19 courant à Jemeppe. Suivant la volonté du défunt, il n'a pas été envoyé de lettre de faire-part. L34770

M. Théodore DELSEMME

Légumier

L'enterrement a eu lieu, à Verviers, le 7 courant. L34771

Mme Vve Célina HORION-DEHESSELLE, la famille HORION remercient vivement les personnes qui ont bien voulu leur témoigner des marques de sympathie à l'occasion du décès de Monsieur Désiré HORION.

Cet avis tient lieu de cartes de remerciements. (L766)

BOITE POSTALE

B. G. — Reçu 2 fr. 50 pour les pauvres.

L. R. — Reçu 1 fr. 25 pour les pauvres.

DES SPECTACLES DU JOUR

PAVILLON. — A 7 1/2 h., « La Goualeuse ou la « Chanteuse des Rues ».

TRIANON. — A 7 h. 1/2 : La Divorcée.

TROCADERO. — A 7 h. 1/2 : Les trente bouquets et Li Cusiu Bèbèr.

GAIETE. — A 7 h. 1/2 : Le fils naturel.

WINTER-VARIETES. — A 2 h. : L'amour veille, comédie en 4 actes.

KURSAAL. — A 8 h. : Le roi Chocard, opérette en 3 actes, création.

CINEMA MONDAIN. — Le dernier mystérieux. — Véra, la fille du colporteur.

GRAND GUIGNOL, rue Lulay. — Cinéma et attractions.

Imprimerie du *Télégraphe*
Administrateur : M. BISCHOFF.